

Racisme: quand les actes

D'après le dernier rapport de la CNCDH* sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, l'année 2015 se caractérise par une apparente contradiction entre l'évolution des actes à caractère raciste et celle des opinions racistes, les deux obéissant à des logiques distinctes.

Alain DRU, militant syndical, vice-président de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH)

C'est en janvier 2016 que l'enquête annuelle de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) sur la lutte contre le racisme a été réalisée⁽¹⁾. Son rapport a montré une opinion publique plus tolérante – comme cela a été le cas après les attentats de 1995 ou de 2001 – au moment où, pourtant, les discours politiques et médiatiques se durcissaient.

La crise économique des années 2007-2008 a conduit à une intolérance plus forte, jusqu'à une stabilisation en 2014. L'année 2015 montre des évolutions importantes, parfois spectaculaires, dans le sens de l'apaisement et de l'ouverture. Cette tendance, observée dans plusieurs enquêtes au lendemain des attentats, est confirmée par la vingt-neuvième vague du baromètre racisme de la CNCDH. Reste à vérifier sa pérennité.

Les chercheurs⁽²⁾ suggèrent quatre pistes explicatives de cette tendance: la réaction «républicaine» aux attentats, la mobilisation contre le Front national, le recentrage d'une partie de l'électorat de droite (où la remontée de la tolérance a été marquée) et la volonté de paraître «politiquement correct».

Observons tout d'abord le bilan statistique du ministère de l'Intérieur. Ces chiffres ne mesurent que ce qui est enregistré par les services de police et de gendar-

* Commission nationale consultative des droits de l'Homme.

merie: les faits non rapportés, les refus d'enregistrement, une nomenclature lacunaire, l'utilisation de mains courantes minimisent leur portée. Ces chiffres n'ont donc de valeur qu'en comparaison avec ceux des années précédentes.

Perception et expérience du racisme

Les faits délictueux («violences» et «menaces») à caractère raciste, antisémite et antimusulman marquent une hausse conséquente de 22,4 % pour l'année 2015. Soit 2 034 faits en 2015 contre 1 662 en 2014, sommet jamais atteint depuis que ces statistiques sont relevées (voir ci-contre). On constate que:

- les infractions antisémites enregistrent un léger recul de 5,1 %: 808 faits délictueux contre 851 en 2014. Un pic est notable après les attentats de janvier 2015;
- les faits antimusulmans ont plus que triplé (+ 223 %), comptabilisant 429 faits délictueux contre 133 en 2014, avec deux pics en 2015 après les attentats de janvier et de novembre;
- les autres faits délictueux (ni antisémites ni antimusulmans) recensés dans la catégorie générale d'«actes racistes et xénophobes» augmentent de 17,5 %, avec 797 actes (678 en 2014).

L'enquête montre par ailleurs que le terrorisme devient la deuxième crainte de la société française, soit 18 %, alors que c'était la quatrième

en novembre 2014 (8 %), juste derrière le chômage (22 %). Il supprime d'autres craintes comme la pauvreté ou la crise. Face à cette menace et alors que la France est déjà engagée en Afrique, en Syrie et en Irak, 64 % des sondés se disent inquiets que le pays soit impliqué dans un conflit majeur.

Le racisme suscite de vives inquiétudes dans la population. Si le racisme n'atteint que la septième place dans la hiérarchie des craintes pour la France (13 % des sondés), notons qu'il est une source particulière d'inquiétude pour les Franciliens (21 %) ou les personnes de confession musulmane (37 %).

D'une manière générale, 85 % des personnes vivant en France estiment que le racisme y est répandu. Près du tiers d'entre elles (29 %, +3 points /2014) pensent même qu'il est très répandu. C'est le plus haut niveau atteint depuis dix ans! Dans leur définition spontanée des victimes du racisme, l'immense majorité des personnes interrogées cite des minorités nationales, ethniques ou religieuses (85 %), avec, en tête, les personnes nord-africaines et musulmanes (51 %, +4 /2014), soit le niveau le plus haut jamais atteint. Dans un contexte de crise migratoire, une nouvelle cible du racisme est identifiée cette année pour la première fois, sous le terme «réfugiés» ou «migrants» (3 %).

Enfin, l'idée d'un racisme anti-Français progresse sensi-

(1) La CNCDH a dû reporter la publication de son rapport annuel sur la lutte contre le racisme parce que le sondage annuel se constitue sa base devait se dérouler aux lendemains des attentats de novembre 2015. Cette enquête (menée chaque année depuis 1990) a donc été réalisée par Ipsos, du 4 au 11 janvier 2016, par entretiens à domicile en face-à-face (échantillon représentatif de 1 015 personnes). Pour lire l'intégrité du rapport 2015, voir www.cncdh.fr/fr/publications/rapport-annuel-sur-la-lutte-contre-le-racisme-lanti-semitisme-et-la-xenophobie.

(2) Une équipe de chercheurs Sciences Po/CNRS: Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale.

divergent des **opinions**

blement: «les Français» sont spontanément désignés comme victimes du racisme par 18% des sondés (+5 points /2014), dont 41% chez les sympathisants du Front national, soit, encore, le plus haut niveau jamais atteint. Le sentiment d'avoir soi-même été victime de racisme reste stable. 29% des personnes interrogées affirment l'avoir déjà été au cours des cinq dernières années: parmi elles, 5% l'ont été souvent, 16% parfois et 8% une fois. Malgré la perception croissante d'un racisme «anti-Français», les personnes ressentant effectivement le plus le racisme restent de loin les musulmans (60%), les personnes n'étant pas de nationalité française (48%) ou celles ayant un ascendant d'origine étrangère. Les personnes interrogées avancent, pour expliquer ce racisme: leur nationalité (33%), leur couleur de peau (28%), ou leur religion

De manière particulièrement marquée, les personnes interrogées se montrent de plus en plus promptes à accepter la différence, d'une manière générale, et dans leur quotidien.

(8%). De plus en plus de personnes avancent néanmoins «une autre raison» (27%). La population regroupant derrière le terme racisme des discriminations plus larges, elles évoquent un racisme social, de classe («à cause de mon travail», «de mon niveau de vie», «de ma pauvreté»), des propos sexistes («parce que je suis une femme») et même des discriminations envers leur orientation sexuelle ou leur physique («mon poids», «parce que je suis forte»).

Une population plus ouverte à la diversité

De manière particulièrement marquée, les personnes interrogées se montrent ouvertes à la diversité, et de plus en plus promptes à accepter la différence d'une manière générale et dans leur quotidien.

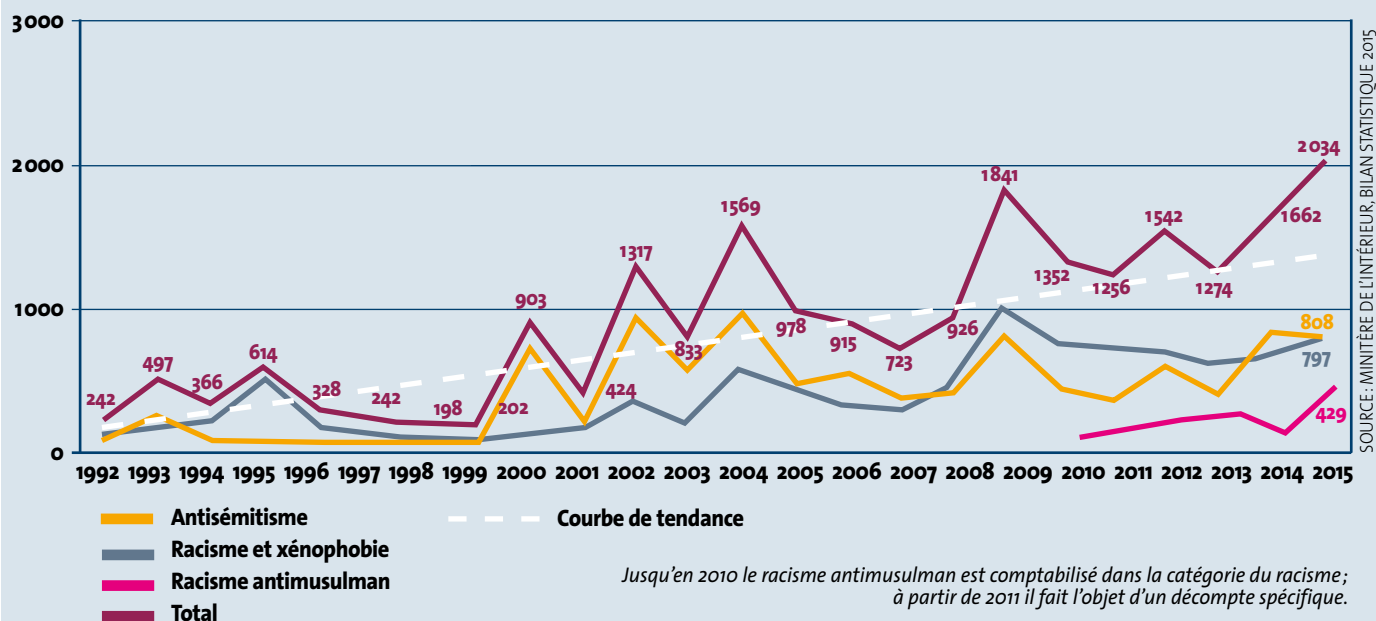
Ainsi, une question posée sur l'acceptation de l'homosexua-

lité (pour la dernière fois en 2006), témoigne en 2015 d'une évolution spectaculaire des opinions. Si elles apprenaient que leur enfant était homosexuel, 41% des personnes interrogées ne seraient pas gênées (+9 points en dix ans), 46% seraient «*peinées mais le laisseraient vivre comme il le veut*» (-5), tandis que 11% chercheraient «*à le faire changer*» (-5).

Sur la scolarisation de leurs enfants, 81% des personnes interrogées se disent prêtes à accepter que leur enfant soit dans une classe comprenant environ la moitié d'enfants d'origine étrangère; 16% s'y opposeraient (dont 44% de sympathisants du Front national).

Par ailleurs l'idée selon laquelle les races humaines n'existent pas progresse, depuis décembre 2013, et notamment en 2015 (33%, +5 points). L'égalité des races humaines prédomine

Evolution des violences et menaces à caractère raciste, antisémite et antimusulman



néanmoins (57 %, +1), tandis que l'existence de races supérieures n'est plus défendue que par 8 % des sondés (-6 /2014).

Depuis décembre 2013, le sentiment raciste chute. 53 % des sondés affirment ne « pas être racistes du tout » ; la part des personnes se disant « pas très racistes » (23 %), « un peu racistes » (19 %) ou « plutôt racistes » (5 %) recule de 10 points, par rapport à 2014.

Néanmoins, une ambiguïté persiste : le fait que certains comportements de personnes d'origine étrangère ou immigrée puissent justifier des réactions racistes est toujours largement compris au sein de la population (58 %). 40 % des sondés pensent au contraire que rien ne peut justifier des réactions racistes. Cet indicateur, très stable ces dernières années, est aussi très clivé politiquement : si 54 % des sympathisants de gauche pensent que les réactions racistes sont injustifiables (contre 45 % qui les comprennent), la tendance s'inverse à droite (64 % les comprennent, 35 % les rejettent), et encore davantage au Front national (89 % les comprennent, contre 11 %).

Crispations à l'égard de l'immigration

Les sondés attribuent de moins en moins la responsabilité d'une mauvaise intégration aux personnes d'origine étrangère. Cette responsabilité n'est pas, pour autant, reportée ailleurs... donc imputable ni à la société française ni aux étrangers !

Les indicateurs de tolérance à l'égard de l'immigration progressent, tandis que le rejet des étrangers est en net recul. L'intégration par le travail est largement plébiscitée. La présence des immigrés est perçue comme une source d'enrichissement culturel, mais seuls 47 % des sondés pensent qu'il faut accorder le droit de vote aux élections municipales aux étrangers.

Certaines crispations s'atténuent



© STEPHANE333, LICENCE CC

Du rapport CNCDH sur le racisme émerge l'idée que l'islam est une menace pour l'identité de la France, occultant le fait que la plupart des musulmans vivent leur religion en harmonie avec les lois de la République.

« **Le fait que certains comportements de personnes d'origine étrangère ou immigrée puissent justifier des réactions racistes est toujours largement compris au sein de la population (58 %). Un indicateur aussi très clivé politiquement...** »

mais demeurent : ainsi, 60 % (-17 points /2014) des sondés pensent que de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale. De même, 52 % des sondés pensent toujours que les immigrés ont plus de facilités à accéder aux aides sociales, 39 % à avoir un logement et bénéficier de soins médicaux. Seul l'accès à l'emploi est majoritairement jugé plus difficile pour les immigrés (62 %).

Sur les aspects plus culturels ou religieux, malgré un recul de 19 points, 53 % des sondés pensent encore que la France doit rester un pays chrétien, et une majorité considère qu'il y a trop d'immigrés en France (58 %, -14 points /2014). Dans ce contexte, 54 % des sondés pensent que l'accueil des réfugiés n'est pas envisageable : la situation actuelle du pays, économique surtout, ne permettrait pas de les accueillir. Les préjugés à l'égard des immi-

grés persistent. La grande majorité de la population plébiscite une intégration basée sur l'adoption des habitudes de vie française. Le sentiment qu'il existe des communautés « à part » subsiste et pourrait expliquer la persistance des préjugés et tensions, notamment à l'égard des Roms et des Gens du voyage, que 75 % des sondés considèrent comme des groupes à part et qui souffrent d'une image très peu favorable.

De même, il existe un décalage entre la perception des musulmans de France et celle de l'islam en général. Les Français musulmans sont des Français comme les autres pour 76 % des sondés (+10 points) et 79 % pensent qu'il faut leur permettre d'exercer leur religion dans de bonnes conditions. Mis à part le port du voile qui reste problématique pour 68 % des sondés, les pratiques religieuses musulmanes sont de mieux en mieux acceptées. Pourtant,

l'islam en général apparaît comme une menace pour l'identité de la France pour 49 % des sondés, contre 48 % qui pensent le contraire.

Enfin, les préjugés à l'égard des juifs reculent nettement, mais persistent. Ils sont considérés comme des Français comme les autres (88 %), mais 43 % des sondés pensent qu'Israël compte à leurs yeux plus que la France (-13 points /2014), et 41 % pensent qu'ils ont un rapport particulier à l'argent (-22 % /2014).

Une volonté réaffirmée de vivre ensemble

Dans un contexte de progression de la tolérance et du rejet croissant du racisme, les comportements discriminatoires sont logiquement jugés de plus en plus inacceptables. Les propos racistes discriminants choquent et nécessitent condamnation, aux yeux des personnes interrogées. Lutter vigoureusement contre le racisme, l'antisémitisme et les préjugés envers les musulmans est par conséquent indispensable, pour 71 % des sondés.

Alors que le mot religion suscite des jugements partagés et que les religions évoquent des sentiments différents selon la proximité partisane, la laïcité d'ouverture est promue par une large majorité de Français : le mot laïcité évoque des choses positives pour 78 % des sondés : c'est un principe qui autorise plutôt qu'il n'interdit...

Cette tolérance réaffirmée, cette volonté de vivre ensemble, cette laïcité apaisée, les responsables politiques feraient bien de s'en saisir et cesser d'attiser des conflits qui ne servent qu'à cacher leur incapacité à s'attaquer aux problèmes de fond : le chômage, la précarité sociale, le logement ou la qualité des soins. Les rodomontades politiciennes, les discours sécuritaires imbéciles ou la prolongation inutile de l'état d'urgence semblent en décalage avec ce que souhaite la population. ●

Un rapport éclairé par un climat de tension

Le rapport sur le racisme que la CNCDH remet chaque année au Premier ministre est un outil précieux et aujourd'hui incontournable. L'année 2015 ayant été marquée à la fois par la crise de l'accueil des migrants et par une série d'attentats, ses résultats en étaient particulièrement attendus. Même si l'opinion publique semble mieux accepter la diversité, le rapport révèle à la fois une forte augmentation des actes racistes et la permanence des certains stéréotypes. Autant dire qu'il est toujours aussi urgent de penser et d'organiser la convergence des combats contre le racisme, contre l'antisémitisme et l'islamophobie, contre l'homophobie et toutes les discriminations. Cette mise en convergence est l'une des conditions de la contre-offensive humaniste et démocratique que les périls du moment appellent.

Sans surprise, le rapport montre aussi que l'opinion publique a été fortement traumatisée par les actes terroristes qui ont endeuillé la France en 2015, au point d'en faire désormais sa deuxième préoccupation. Les attentats de novembre avaient déjà accru le sentiment de vulnérabilité de l'ensemble de la population, ceux de 2016 – et en particulier celui de Nice – ont sans aucun doute encore augmenté cette angoisse. Sans aucunement sous-estimer les menaces qui pèsent sur la France et de nombreux autres pays, nous continuerons néanmoins de dénoncer la pérennisation d'un état d'urgence dont l'efficacité reste à démontrer, qui a contribué à un affaiblissement du pouvoir judiciaire et qui, en juillet 2016, s'est accompagné de mesures qui modifient durablement le droit commun.

Organiser une contre-offensive humaniste

Émerge aussi fortement l'idée que l'islam est une menace pour l'identité de la France, occultant l'idée même qu'à l'instar de la plupart des pays, elle s'est construite à partir de ses immigrations successives. Occultant aussi le fait que la plupart des musulmans en France vivent leur religion en harmonie avec les lois de la République. La façon dont s'annonce la campagne pour l'élection présidentielle ne laisse aucun doute sur la volonté de plusieurs candidats de faire de cette question de « l'identité » un enjeu primordial. La multiplication des arrêtés antiburkinis pris cet été par plusieurs maires a illustré la capacité de certains édiles de faire flèche de tout bois.

Autre enseignement de ce rapport : si certaines crispations à l'égard des étrangers diminuent, l'idée que la France ne peut accueillir davantage de réfugiés domine. Sur quoi s'appuie un tel sentiment ? En partie sur une méconnaissance de la réalité des flux migratoires, entretenue par tous les discours nourrissant le fantasme d'un pays envahi par des hordes de migrants. Prôner une politique de fermeture, à l'échelon national ou européen, c'est pourtant entretenir des poches de clandestinité et de misère où les femmes et les hommes, de toute façon déterminés à sauver leur vie, sont cantonnés et livrés à des réseaux mafieux.

Heureusement, ces fantasmes n'empêchent ni les gestes individuels de solidarité, ni l'engagement de certaines associations, ni le courage politique de certains élus. C'est par exemple ce qu'a fait la commune de Grande-Synthe, près de Dunkerque, qui, avec l'appui de la population et de Médecins du monde, a organisé un accueil digne de réfugiés. Se fixer un tel objectif, ce n'est pas se laisser submerger mais au contraire mobiliser les services de l'État, les collectivités territoriales et les habitants, pour que chaque réfugié soit écouté et fasse sa demande d'asile dans de bonnes conditions.

Françoise Dumont,
présidente de la LDH